



EXTRAIT DE PÉTITION **(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 4 533 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE l'accès aux soins de santé et aux services sociaux est un droit fondamental;

CONSIDÉRANT QUE le droit d'accès à ces soins en anglais, comme identifié aux programmes d'accès revus par le Comité provincial et approuvés par le ministre, est assuré par la Loi sur les services de Santé et les services sociaux (LSSSS) et reconnaît les établissements bilingues selon la Charte de la langue française;

CONSIDÉRANT QUE depuis 35 ans, huit premiers ministres du Québec ont maintenu un contrat social protégeant cet accès et le comité mandaté pour surveiller et recommander des modifications assurant ledit accès;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement dissout ce comité, érodant les contributions et la surveillance indépendante de la communauté – contrairement aux articles 348 LSSSS et 76 de la loi 10 (L-10) – sans consultation ni considération des recommandations dudit comité quant aux programmes d'accès qui remplaceront ceux datant d'une dizaine d'années – avant la L-10;

CONSIDÉRANT QUE les modifications du règlement dudit comité défont son indépendance, son rapport avec la communauté et sa crédibilité – remplaçant ses membres par d'autres, identifiés et sélectionnés par des fonctionnaires, et obstruant les consultations et communications avec la communauté;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec de réaffirmer, immédiatement, le mandat, l'indépendance, le rapport avec la communauté et les modalités du Comité provincial pour la prestation des services de santé et de services sociaux en langue anglaise pour protéger le droit aux services de santé et aux services sociaux en anglais et respecter le contrat social.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

David Birnbaum
Député de D'Arcy-McGee

9-12-2021

Date de signature de l'extrait



EXTRAIT DE PÉTITION

(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 4 533 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

WHEREAS access to health and social services is a fundamental right;

WHEREAS this right to such services in English, as identified in access programs reviewed by the Provincial Committee and approved by the minister, is assured by the Act respecting Health and Social Services (the Act) and includes the recognition of bilingual institutions under the Charter of the French Language;

WHEREAS, for the last 35 years, eight Premiers of Quebec have safeguarded this social contract to ensure access to services in English as well as the Provincial Committee mandated to monitor and make recommendations for modifications to assure this access;

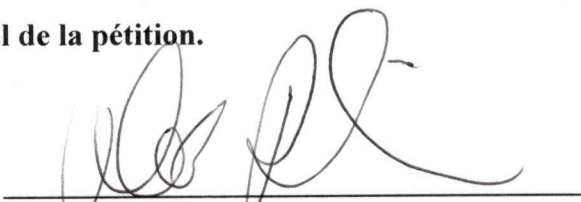
WHEREAS the government is disbanding this committee, undermining independent community input and oversight — contrary to access assured by section 348 of the Act and section 76 of Bill 10 — without consultation and without consideration of the Provincial Committee's recommendations regarding the access programs submitted to update the 10-year-old pre Bill 10 programs;

WHEREAS the committee regulation amendments undermine the committee's independence, community connection and credibility — and replaces its members by others identified and selected by government bureaucrats, while obstructing community consultation and communication;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

We, the undersigned, demand that the Government of Quebec re-affirm immediately the mandate, independence, connection to the community, and modalities of the Provincial Committee on the dispensing of health and social services in the English language to secure the right to health and social services in English and thus, respect the social contract.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.


David Birnbaum
Député de D'Arcy-McGee

9-12-2021
Date de signature de l'extrait